# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL DU SOIR.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 5 FEVRIER.


## Suite de la Première Page.

**Société de bienfaisance de la police.**

Conformément au désir général de la police de fonder une société de bienfaisance mutuelle, soixante-quatre membres représentant divers précincts se sont réunis hier à Holmes Hall et ont procédé à une organisation temporaire par l'élection des officiers dont les noms suivent: Jno. Broussard, du premier précinct, président; Paul Borel, du second précinct, trésorier; et J. W. Steele, du premier précinct, secrétaire.

Le président Broussard, en prenant le fauteuil a dit que l'objet de l'organisation devait être simplement et uniquement un objet d'assistance mutuelle, à l'exclusion rigoureuse de la religion et de la politique. Des résolutions à cet effet ont été adoptées et par un vote unanime un exemplaire en a été adressé aux commandants de tous les precincts, avec la prière de la soumettre aux hommes à l'appel du rôle, de manière que tous ceux qui désirent faire partie de la société puissent souscrire. Le meeting, alors s'est ajourné.

**Duel.**

Dimanche, MM. Geo. Villeré et A. J. Nicolopulo sont partis d'ici, accompagnés de leurs témoins, par le train de Mobile de 7 heures du matin, pour aller vider une affaire d'honneur. Ils se sont battus au sabre. Après quelques passes, Mr Nicolopulo a été légèrement blessé à la main. Les seconds ont déclaré alors que l'honneur était satisfait à la première effusion du sang, et le combat a cessé. Mr Nicolopulo est revenu dans la journée et son antagoniste était de retour à 10 heures du soir.

**L'affaire de mandamus.**

Le juge Campbell a terminé hier, le plaidoyer qu'il avait commencé jeudi dernier, dans l'affaire de mandamus qui est pendante à la troisième Cour de District.

Le juge Campbell a fait un exposé historique remarquable de la ville de la Nouvelle Orléans d'abord créée en 1805, divisée en municipalités en 1836, consolidée en 1852, abolie et réorganisée en 1870.

Il a fait voir que les détenteurs des Bons Consolidés émis en 1853, en échange des obligations municipales, ne sont en réalité que les cessionnaires de ces municipalités avec absolument les mêmes droits, que la législature de 1853 a respectés et que, d'ailleurs exister ent dans toute leur intégrité si la ville n'avait pas été réorganisée, ne fût-ce que sous l'égide de la Constitution des Etats Unis.

Il a démontré que les lois invoquées par la défense contre le mandamus, sont inconstitutionnelle, par la raison qu'elles ne sauraient altérer l'obligation d'un contrat, enlever des droits acquis et produire un effet rétroactif.

Il avait devant lui tout un arsenal de livres de droit et de jurisprudence, dont il a fait de copieuses citations pour établir que les défendeurs, officiers municipaux, ne sont pas fondés à invoquer l'inconstitutionnalité de la loi qui prescrit leur ligne de conduite; que cette objection ne peut être faite que par les contribuables; que la loi attaquée est, d'ailleurs, constitutionnelle, puisqu'elle maintient des droits acquis; que le pouvoir d'imposer la taxe demandée est clairement accordé; que ce pouvoir est virtuellement exprimé au titre; que la taxe, bien qu'apparemment inégale, est uniforme dans chaque municipalité et que les choses sont précisément où elles en seraient si la consolidation n'avait pas eu lieu.

Bon nombre d'avocats intéressés ont suivi le plaidoyer du juge Campbell, auquel le juge Monroe a prêté une oreille attentive. Le juge Campbell a fait à son collègue, Mr. Bermudez, un compliment des plus flatteurs à l'occasion de son plaidoyer d'ouverture qu'il a qualifié d'admirable.

Le plaidoyer du juge Campbell a été pris par un sténographe et sera sans doute publié.

L'affaire est maintenant soumise. Le juge Monroe prendra quelque temps pour l'examiner et rédiger ses raisons. Quelles qu'elles soient, le jugement qu'il rendra, ira certainement en appel et, par suite, les Bons resteront probablement *in statu quo*, jusqu'à la décision, en dernier ressort.

**Retour de Sted. Wells.**

Le shérif Hopkins est revenu hier matin à 10 heures de la station des Rigolets, avec le président du Bureau des retours, Mad. Wells. Arrivé devant le bureau de Mobile à l'intersection de la rue Claiborne, ils sont descendus du train et ont pris une voiture qui les attendait et se sont rendus à la prison en présence de Wells a été interné. Voici quelques détails concernant cette arrestation:

Il y a eu vendredi huit jours que, les 10 heures du matin, Wells est venu à la maison de détention pour y voir des prisonniers. Il y a eu quelques paroles échangées entre lui et le shérif Hopkins, mais rien de sérieux. Le premier a déclaré qu'il était entièrement convaincu que l'autre avait été de connivence avec un certain nombre de personnes pour le faire arrêter. Le shérif a répondu qu'il était bien loin de penser à une chose pareille. Wells a alors déclaré qu'il était prêt à donner sa démission de shérif, mais qu'il ne voulait pas être insulté. Il a ajouté qu'il était prêt à se battre avec quiconque l'insulterait. Le shérif a répondu qu'il ne voulait pas se battre avec lui, mais qu'il était prêt à le faire arrêter s'il le fallait. Wells a répondu qu'il était prêt à se battre avec lui, mais qu'il ne voulait pas être arrêté